Vendredi 4 mai 1979 – No 1 085

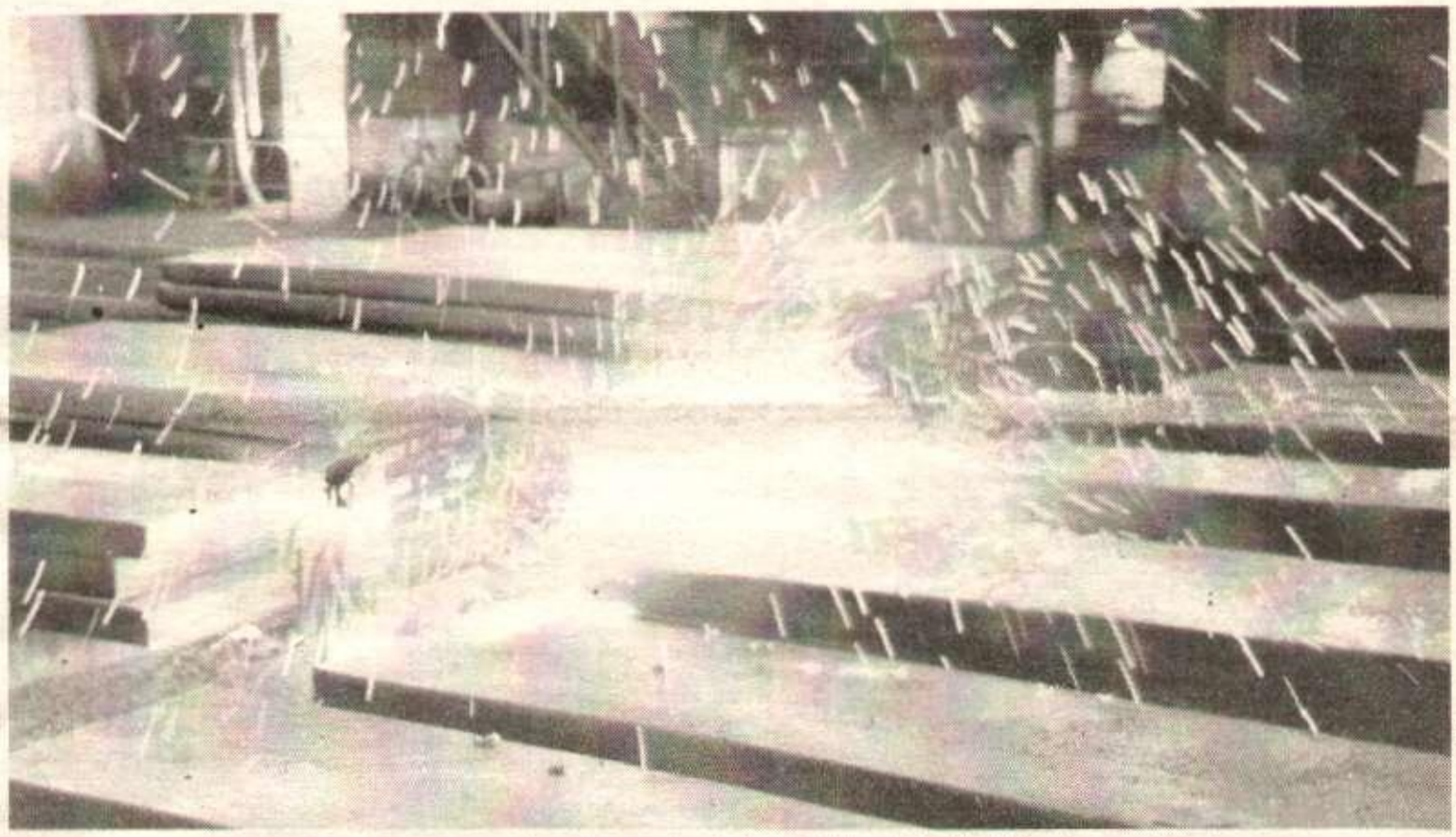
BP 61. 75861 Paris cédex 18 CCP 30 226 72 D La Source 1,70 F

l'humanité rouge

Organe central du Parti communiste marxiste-léniniste

VIIIe PLAN

Investir, restructurer, licencier



(Photo HR)

Le gouvernement, avec son plan acier, a entrepris de rentabiliser à fond la sidérurgie, au prix de dizaines de milliers de licenciements. Le 8e plan prévoit d'étendre une telle restructuration à d'autres secteurs.

Voir article page 3

Une offensive gigantesque

LE Conseil économique et social a présenté son projet d'avis sur les principales options du 8e plan. L'esquisse de ce plan tracé à grands coups de crayon ne comporte pas d'aspects bien nouveaux : consolider les entreprises qui marchent, exporter à l'étranger ; réduire la masse salariale, *« limiter le pouvoir d'achat des travailleurs »*.

Le premier ministre a schématisé ces grandes orientations en condamnant les projets de relance globale ou sectorielle. Il a insisté sur le renforcement de la compétitivité *« laisser faire, laisser crever les canards boiteux »*, asseoir la place de l'industrie nucléaire française dans le monde. Le prix de la compétitivité de l'économie française se sera, entre autres, la reconquête pour les grosses entreprises de leur marges commerciales. La libération des prix du pain, de la viande de boucherie en sont les signes les plus récents. Le prix de la compétitivité de l'économie française s'assortit bien entendu de dédommagements pour les entreprises. Les charges fiscales étaient « trop lourdes » pour les petites et moyennes entreprises, il serait possible que les entreprises ne paient plus mensuellement leurs cotisations à la Sécurité sociale, mais trimestriellement. De même, il est envisagé que le crédit d'heures des délégués du personnel diminue et que les petites et moyennes entreprises ne soient plus astreintes à cotiser pour la formation professionnelle.

Enfin, *« pour une croissance régulière et équilibrée de l'économie de la France »*, chère à Barre, ces messieurs du Conseil économique et social prévoient déjà de 1 600 000 à 1 800 000 chômeurs pour 1983, ils prévoient qu'ils ne pourront pas répondre aux exigences de travail des jeunes classes arrivant sur le marché du travail et enfin que la restructuration ne doit pas se cantonner aux secteurs industriel et agricole, mais doit s'étendre au secteur tertiaire : *« Comment une économie pourrait-elle être compétitive si elle ployait sous le fardeau d'un tertiaire excessif dans sa dimension et dans son coût (tertiaire des activités financières, assurances, banques, et tertiaire administratif)*. C'est donc une très dure bataille que la classe ouvrière et les autres travailleurs auront à mener contre ce plan.

Nathalie VILLOTIERS

Pas de compromis avec le mensonge

Intervention d'un militant, aujourd'hui démissionnaire du PCF

Voir page 5

Sadate nie les droits des Palestiniens sur leurs propres terres

SADATE parlait mardi 1er Mai dans une petite cité minière située à 600 kilomètres du Caire, Port-Safapa. C'est peu avant que l'on venait d'apprendre la décision de l'Iran de rompre ses relations diplomatiques avec l'Egypte, rejoignant ainsi la quasi-totalité des pays arabes.

C'est précisément aux autres pays arabes que s'en est pris dans un premier temps Sadate. On a surtout remarqué les attaques très violentes portées contre l'Arabie Saoudite. Pour la première fois, Sadate s'est déchaîné contre son principal soutien d'hier, accusant Ryad *« d'avoir payé les pays arabes pour qu'ils rompent leurs relations avec l'Egypte »*.

On sait que pour la seule année passée, l'Egypte avait reçu 950 millions de dollars d'aide provenant pour la plus grande part de l'Arabie Saoudite. Après le sommet arabe de Bagdad, l'Arabie Saoudite avait, comme tous les autres pays arabes, suspendu ses relations avec le Caire. L'aide économique ne devait cependant pas être rompue.

Ces attaques de Sadate contre tous les dirigeants arabes ne faciliteront certainement pas les relations déjà bien mises à mal après la signature par Sadate de l'accord de paix séparée avec Begin, le sioniste.

C'est ensuite à l'Organisation de libération de la Palestine qu'osa s'en prendre Sadate, lui niant purement et simplement le droit de parler au nom du peuple palestinien, alors qu'elle en est l'organisation universellement reconnue. *« L'OLP ne peut prétendre détenir des droits sur la Cisjordanie et Gaza qui n'appartiennent à personne, c'est à moi que revient le droit d'en discuter »*.

Et ou donc Sadate a-t-il vu que la Cisjordanie et Gaza n'appartenaient à personne ? Avant le démembrement de la Palestine, ces deux régions font parties intégrantes du territoire palestinien. En 1948, lorsqu'après la première guerre d'agression sioniste, la Palestine disparait en tant que pays, ces deux régions sont, pour la Cisjordanie, rattachée à la Transjordanie pour former le royaume de Jordanie, pour Gaza, confiée en mandat à l'Egypte.

Après la guerre de 1967, ces régions sont envahies par les forces sionistes, elles formeront ce que l'on appelera désormais les « territoires occupés ». Tout au long de ces 30 ans d'histoire, il est évident pourtant que ces territoires restent à tout moment palestiniens, tant par leur histoire que par la population qui y vit.

Comme tels, leur avenir ne peut être fixé sans le peuple palestinien et sans son organisation, l'OLP. Et quoiqu'en dise Sadate.

Serge FOREST

Le premier mai dans le monde

De violents affrontements entre fascistes et militants de gauche ont marqué le 1er mai à Madrid et dans plusieurs autres villes espagnoles. Le 27 avril déjà, un jeune militant du PC espagnol avait été poignardé à mort par des fascistes en pleine rue de Madrid. A Oslo, en Norvège, une bombe a été lancée par des nazis sur la manifestation. En tentant de la relancer hors de la foule, un militant de l'AKP (ML), le Parti marxiste-léniniste norvégien, a été très sérieusement blessé. Il aurait eu la main et le pied gauche déchiquetés par l'explosion de l'engin.

Iran : pour la première fois depuis cinquante ans

POUR la première fois depuis cinquante ans, le 1er Mai a pu être célébré en Iran. A Téhéran, il y avait deux cortèges distincts : un cortège islamique et un cortège rassemblant les travailleurs et les chômeurs, cortège soutenu par plusieurs organisations de gauche et d'extrême-gauche, exception faite du Parti Toudeh, le parti révisionniste.

Ce cortège a rassemblé 150 000 personnes qui, vers 9 h 30, mardi, partaient en manifestation vers une destination inconnue. En effet, le parcours de la manifestation était resté secret par crainte de provocations de la part des fanatiques islamiques qui voient dans les chômeurs une cible de choix. Les fanatiques étaient effectivement là, plusieurs centaines d'individus prêts à tout faire pour empêcher la manifestation, mais leurs slogans anticommunistes n'ont pu rivaliser avec ceux que lançaient les dizaines de milliers de participants au cortège des travailleurs : *« Les chômeurs doivent avoir du travail »*, *« Solidarité, solidarité, salut, salut aux travailleurs »*.

La résolution lue à la fin de la manifestation fut applaudie par l'ensemble des manifestants. L'accent était mis sur la défense des intérêts nationaux, avec des revendications précises : nationalisation des terres et entreprises étrangères, annulation de tous les contrats défavorables à l'Iran, etc. Par ailleurs, la résolution exige que soit mise sur pied une nouvelle législation du travail prenant en compte les droits élémentaires et démocratiques du peuple iranien. Cette résolution a été remise au gouvernement après que la foule se soit dispersée aux cris de *« Solidarité, Solidarité ! Salut aux martyrs morts pour la liberté »*.

E. L. G.

Turquie : premier mai de lutte et de répression

LA colère gronde en Turquie où la crise pèse de plus en plus lourdement sur les travailleurs. Craignant une révolte des masses à l'occasion du 1er Mai, le gouvernement de Bulent Ecevit a interdit toute manifestation.

Malgré cette interdiction, la Confédération des Syndicats ouvriers progressistes de Turquie (DISK) avait appelé tous ses adhérents à célébrer le 1er Mai sur la place Taskim à Istambul. En reponse à cet appel, le gouvernement opérait dès le samedi 28 avril une rafle au quartier général de la DISK où sept dirigeants de la confédération étaient arrêtés.

Le gouvernement décrétait également l'état de siège et imposait un couvre-feu de 29 heures à Istambul du lundi 24 heures à mercredi cinq heures. Le commandant de la loi martiale, le général Ozer, « autorisait » les forces de sécurité à ouvrir le feu sur toute personne qui désobéirait aux injonctions des militaires chargés d'appliquer les règles de l'état de siège.

A titre préventif, ce même général a fait arrêter cinq cents jeunes gens dont *« la plupart étaient en âge d'être lycéens »*, a-t-il lui-même reconnu. Malgré toutes ces mesures répressives, les manifestations interdites ont cependant eu lieu.

Se souvenant des quarante morts du 1er Mai 1977, beaucoup craignaient le pire. Les forces de sécurité ont procédé à plus de 1 200 arrestations. Les militants arrêtés ont été regroupés sur un stade avant d'être dirigés vers des casernes.

HB.

Nombreuses arrestations au Chili

PLUSIEURS dizaines de travailleurs et de démocrates ont été arrêtés à Santiago du Chili à l'occasion du Premier Mai. Malgré l'interdiction du gouvernement fasciste de Pinochet, plusieurs centaines de manifestants avaient réussi à se rassembler en petits groupes pour crier des slogans exigeants le retour à la démocratie.

L'armée a envahi la basilique de San Salvador où un dirigeant syndicaliste parlait devant deux mille personnes. Plus d'une dizaine de blessés et de nombreuses arrestations ont été dénombrées.

Message du Comité central de la Ligue révolutionnaire communiste de Grande-Bretagne au meeting de Dunkerque organisé par le PCML

Camarades,
Amis travailleurs sidérurgistes en lutte,

RECEVEZ notre salutation militante pour votre important meeting. Sachez que nous comprenons et que nous soutenons pleinement votre lutte. Elle est la même que la nôtre.

La production de fer et d'acier est une base vitale de toute industrie moderne. La crise insoluble dans l'acier prend ses racines dans la crise insoluble du capitalisme. Et la classe au pouvoir des capitalistes monopolistes n'a jamais qu'une réponse : faire supporter tout le poids de la crise à la classe ouvrière, s'attaquer à l'emploi, au niveau de vie et aux droits du peuple. (...)

Camarades, nous pensons que vous ripostez magnifiquement. Vous combattez avec unité et détermination.

(...) Mais comme toujours, le principal obstacle à la lutte des travailleurs vient de l'intérieur de ses rangs, des révisionnistes et des socio-démocrates. C'est également notre expérience en Grande Bretagne. En dépit des luttes passées et présentes de nos sidérurgistes, vingt mille emplois ont été perdus, vingt cinq mille sont actuellement menacés et quatre-vingt cinq mille autres le seront dans les prochaines années. L'État monopoliste britannique a décidé de réduire le nombre des sidérurgistes à moins de cent mille pour le début des années quatre-vingts.

Les dirigeants syndicaux révisionnistes et sociaux-démocrates ont semblé vouloir diriger la lutte. Mais en pratique, ils ont tout fait pour empêcher la mise en application d'une stratégie de lutte, ils ont systématiquement semé la confusion et la division tentant de dresser les usines les unes contre les autres. Et surtout ils s'en prennent à la compétition internationale pour les problèmes de la sidérurgie britannique. En fait, ils accusent nos frères allemands ou japonais. Le chauvinisme méprisable et la collaboration de classe vont la main dans la main. (...)

Il devient de plus en plus évident qu'il est essentiel de combattre pour chaque emploi menacé, et de combattre en solidarité avec tous les sidérurgistes de tous les pays. La cause des difficultés est la même dans tous les pays occidentaux. Cette crise est la crise du monde capitaliste.

USA : le premier mai trahi par les centrales syndicales

C'est à la suite des événements du 1er Mai 1886 à Chicago, ou plusieurs dizaines de travailleurs qui manifestaient ont été assassinés par la troupe, que les representants des travailleurs du monde entier ont décidé de prendre cette date anniversaire comme symbole de la lutte ouvrière, comme journée internationale des travailleurs. Mais, ironie du sort, cette journée n'est plus fêtée en tant que telle dans ce pays. En effet, les syndicats ont déplacé la fête du travail au mois de septembre et la bourgeoisie américaine a transformé le contenu de cette journée du 1er Mai. Ainsi, cette année, le Premier Mai était *« journée de la loyauté »*...

Bolivie : 50 000 manifestants à La Paz

Plus de cinquante mille travailleurs ont défilé mardi dans les rues de La Paz la capitale de la Bolivie ; la plus grande manifestation qu'il y ait eu depuis 1971. Cette manifestation avait non seulement pour but de célébrer le Premier Mai mais aussi l'ouverture du cinquième congrès de la Centrale ouvrière bolivienne, centrale syndicale unique qui se bat sur des positions de classe.

La récompense

A Moscou, l'armée soviétique défilait pour la première fois depuis dix ans, à l'occasion du Premier Mai. La dernière fois que l'on avait vu l'armée russe à cette occasion, c'était le Premier Mai 1969, quelques mois seulement après qu'elle soit rentrée dans Prague. C'était sa récompense.

Cette fois, Brejnev tenait sans doute à la récompenser pour sa large participation à sa tentative de génocide du peuple érythréen.

Le gouvernement colombien contraint à accepter une manifestation

EN Colombie, le gouvernement a été contraint, pour la première fois depuis longtemps, à tolérer une manifestation du Premier Mai. C'est sur la place centrale de Bogota, la place Bolivar, que se sont retrouvés les manifestants. Là un meeting monstre a réuni plus de 80 000 travailleurs s'exprimant contre les conditions de vie et contre le gouvernement Turbay.

Projets de loi
sur l'immigration du PCF et du PS

Du positif, mais c'est l'égalité complète qu'il faut

ALORS que le pouvoir envisage de supprimer la plupart des droits aux immigrés et qu'il a déposé un projet de loi dans ce sens sur le bureau de l'Assemblée nationale, les groupes parlementaires du PCF et du PS ont eux aussi déposé leurs projets respectifs. S'ils contiennent beaucoup de choses positives, ces deux projets n'en comportent pas moins, sur des points importants telles l'égalité des droits politiques ou la libre entrée en France, etc., des restrictions graves.

Les projets de loi déposés par les groupes parlementaires du PCF et du PS sur l'immigration devant l'Assemblée nationale garantissent un certain nombre de droits aux travailleurs immigrés : libre circulation pour les travailleurs déjà en France, droits sociaux divers, droits d'expression, d'association, etc. C'est là un premier aspect très positif de ces deux projets. Il faut noter que le projet du PCF n'est pas comparable au précédent projet de ce parti qui date de 1969. Ce dernier pour l'essentiel ressemblait fort à la politique du pouvoir. Entre ces deux projets, il y a tout simplement eu le développement des luttes des immigrés, il y a eu la présence des travailleurs immigrés dans nombre de grèves importantes et ceci explique cela.

POURQUOI PAS LE DROIT DE VOTE ?

Ces projets présentent aussi des insuffisances notoires : la principale est sans doute le refus du droit de vote aux travailleurs immigrés. Le projet du PCF ne leur accorde ce droit que pour les seules élections professionelles. Par contre, il n'en est pas question pour les élections politiques : municipales, législatives, présidentielles, etc. A quoi sert donc le droit d'expression et d'association, celui d'appartenir à un parti politique si le droit de vote est refusé aux travailleurs immigrés ?

Le projet du PS leur accorde le droit de vote pour les élections professionnelles et municipales.

On peut s'interroger sur une restriction aussi importante. Nous ne connaissons pas les causes de cette lacune. Mais il n'est pas impossible que des préoccupations électoralistes en soient à l'origine, de même que la soumission à des préjugés chauvins. On sait que la bourgeoisie limite les droits politiques aux personnes qui ont la nationalité française. Le point de vue d'un parti qui défend l'intérêt de la classe ouvrière est totalement différent. Les travailleurs immigrés font partie de la classe ouvrière de France et doivent jouir de tous les droits politiques dont bénéficient les ouvriers de nationalité française. L'appartenance de classe prime pour nous sur la nationalité.

FILTRES A L'ENTRÉE EN FRANCE

Autre restriction importante : celle qui limite l'entrée en France et qui la conditionne aux besoins de l'économie. *« L'immigration spontanée ne sera pas acceptée »* dit le projet socialiste. *« Tout étranger non-européen, s'il vient en France pour y exercer une activité professionnelle, doit présenter une autorisation d'exercer cette activité délivrée préalablement à son entrée en France »*. Cette autorisation est un contrat de travail. Celui-ci, stipule le projet socialiste, ne sera délivré que si le marché de l'emploi le permet.

Le projet du PCF, lui, ne lie pas l'entrée en France à un contrat de travail. Cependant, dans l'exposé des motifs il est demandé l'arrêt de l'immigration. Il n'y a donc dans les faits aucune différence avec la position du PS sur cette question.

LES IMMIGRÉS NE SONT PAS LA CAUSE DU CHOMAGE

Prétexter le chômage pour interdire ou limiter l'entrée des travailleurs immigrés en France, c'est laisser entendre que ces travailleurs sont l'une des causes du chômage. C'est laisser entendre qu'une telle mesure peut permettre de lutter contre le chômage. Or, les exemples de l'Allemagne de l'Ouest et de la Suisse montrent que cela est faux. Dans ces deux pays, l'expulsion de milliers de travailleurs immigrés et le blocage des entrées n'y ont en rien empêché la progression du nombre de chômeurs.

La seule réponse aux licenciements et au chômage, c'est la lutte contre eux dans l'unité Français-immigrés, et non pas interdire à ces derniers l'entrée en France.

L'ÉGALITÉ DES PRESTATIONS SOCIALES

Enfin le projet socialiste refuse aux immigrés, dont les familles sont restées au pays d'origine le paiement des allocations familiales au taux en vigueur en France. Ces allocations seraient payées au taux du pays d'origine. Or les travailleurs immigres concernés payent des cotisations sociales au même taux que les travailleurs français tout en recevant donc des prestations moindres.

DÉFENDRE L'ÉGALITÉ COMPLETE DES DROITS

Ces deux projets dont les promoteurs assurent qu'ils sont basés sur l'égalité des droits comportent nombre de points positifs mais aussi des restrictions peu conformes avec les principes dont leurs auteurs se réclament. Notre parti revendique, lui, l'égalité totale pour les travailleurs immigrés avec les travailleurs français. C'est là le seul point de vue de principe, le seul conforme avec ce que Lénine affirmait à propos des droits démocratiques qui *« sous le capitalisme sont réalisés dans une mesure très modeste et très conditionnelle, mais sans la proclamation desquels,* disait-il, *sans la lutte immédiate et directe pour ces droits, sans l'éducation des masses dans l'esprit d'une telle lutte, le socialisme est impossible »*. (Sur une caricature et sur l'économisme impérialisme).

Henri MAZEREAU

VIIIe PLAN

Investir, restructurer, licencier

LE 8e plan, destiné à succéder au 7e plan qui s'achève l'an prochain et qui prévoit les grandes lignes de la politique du gouvernement français sur cinq ans (de 1981 à 1985), vient d'être élaboré et sera soumis au vote du Parlement en automne 1980. Il consacre la politique de Giscard-Barre tout au service des monopoles, une politique qui fait corps avec la poignée des grandes banques et des grands monopoles qui nous dominent. Ce 8e plan a le mérite d'être clair, très clair : son objectif avoué, c'est de tout subordonner aux profits des trusts. Regardons de plus près ses grandes lignes.

« L'économie française en est à son troisième grand défi depuis la Seconde Guerre mondiale », commence le rapport du 8e plan.

A la fin de la Seconde Guerre mondiale, la France, tout comme les autres pays européens, sort affaiblie des destructions de la guerre. C'est dans ce contexte que le premier plan (1947-1950) est né, impulsé par J. Monnet.

Dans le cadre de l'économie capitaliste où chaque capitaliste produit séparément, pour l'emporter sur l'autre et empocher toujours plus de profits, où règne ainsi l'anarchie de la production, J. Monnet et De Gaulle inventèrent le système des plans pour tenter de remédier un peu à cette anarchie et permettre le redressement des firmes capitalistes.

Dans le contexte de l'époque, il s'agissait de favoriser les investissements des firmes situées dans des secteurs de base détruits par la guerre. Ainsi, le premier plan fixe des programmes d'investissements impératifs dans six secteurs de base : charbon, acier, électricité, ciment, machinisme, agriculture et transport.

Puis, la reconstruction effectuée, du 2e au 7e plan, on passe peu à peu à une politique de soutien aux firmes les plus compétitives dans la concurrence.

Le 3e, le 4e plan (1962-1965) et le 5e plan (1966-1970) en particulier,, marquent l'évolution de ce soutien en liaison avec la construction du Marché commun. Le 5e plan affirme *« l'acceptation sans retour de la compétition internationale »* et contient des aides de l'Etat pour accentuer la concentration des entreprises. Le 6e plan (1970-1976), par son modèle mathématisé, le modèle « Fifi » prévoit le soutien exclusif à *« l'offre des firmes les plus exposées à la concurrence internationale »*, autrement dit, aux grands monopoles les plus compétitifs pouvant rivaliser avec leurs concurrents internationaux sur le marché mondial. Ses orientations concernent le nucléaire, l'informatique.

Le 7e plan (1976-1980) a pour objectif la poursuite de ce renforcement à la compétitivité. Et le 8e plan, aujourd'hui, établi pour les cinq années futures, n'est que le prolongement de ce 7e plan qui s'achève l'an prochain : il vient poursuivre ce soutien à l'accélération du redéploiement auquel on assiste aujourd'hui, comme dans la sidérurgie, par exemple, c'est-à-dire aux restructurations et licenciements qui les accompagnent.

LE 8e PLAN : L'ACCÉLÉRATION DES RESTRUCTURATIONS

Son objectif principal, c'est *« une politique offensive de l'exportation »*, écrit le rapport. Que signifie ceci sinon, tout comme dans le 7e plan, accorder priorité aux grandes firmes exportatrices, qui, par leur capacité à faire des profits et à battre les plus petites entreprises, peuvent se tailler une part importante du marché intérieur et mondial.

Cela signifie en même temps pour les travailleurs le chômage qu'entraine l'élimination des concurrents par les trusts, l'augmentation des cadences et les bas salaires.

Citons le rapport : *« Les pays qui sont le mieux adaptés à la nouvelle géographie économique du monde sont d'ailleurs ceux qui ont le mieux su spécialiser leurs industries exportatrices en fonction de leur capacité propre d'une part et de la demande mondiale, d'autre part. »* N'est-ce pas ce que sont en train de faire les monopoles de l'acier en difficulté devant une exacerbation de la concurrence et la venue sur le marché mondial de nouveaux concurrents en la personne des pays du tiers monde, en gardant ce qui leur rapporte le plus de profits et là où ils ont le plus d'atouts (aciers plats et spéciaux) et en fermant les usines les moins rentables, jetant des milliers de travailleurs à la rue ? C'est cela le modèle à suivre pour les trusts. C'est aussi cela, paradoxalement, le moyen préconisé par le 8e plan pour s'attaquer au chômage.

Tout ceci, en effet, trouve ses justifications premièrement dans le rétablissement de l'équilibre du commerce extérieur, deuxièmement dans une croissance *« soutenue et accélérée »*.

Et c'est cette *« croissance soutenue et accélérée »* obtenue par les restructurations et les licenciements des masses de travailleurs qui permettront plus tard la création d'emplois, nous dit le rapport. Création d'emplois qui sont ainsi renvoyés indéfiniment aux calendes grecques. Bref, on se propose de guérir le mal par le mal : jeter à la rue des milliers de travailleurs, c'est cela le remède préconisé au chômage. De qui se moque-t-on ?

Parallèlement à tout ceci, le 8e plan prévoit *« une pause en matiere de dépenses publiques »*. Limiter les dépenses publiques, cela revient, au premier chef, à limiter les salaires des fonctionnaires et les dépenses des administrations en matériel. Autrement dit, dégradation des conditions de travail et blocage des salaires des fonctionnaires.

Certes, il faut bien trouver l'argent nécessaire pour couvrir tous ces cadeaux financiers offerts aux monopoles (facilités à l'exportation, allègements fiscaux, telle la toute récente réévalutation des bilans venant diminuer d'autant l'impôt sur les sociétés). Et, c'est tout trouvé : dans la poche des travailleurs, bien sûr. Gageons que les budgets des années à venir fixeront aussi une hausse de l'impôt sur le revenu et des impôts indirects et taxes diverses.

Le 8e plan, c'est la prévision de cinq années de vaches maigres pour les travailleurs. Cinq années de vaches grasses pour les grandes banques et les grands monopoles industriels.

Catherine LEMAIRE

Poursuite de la grève à Fos et à Longwy

De Fos à Longwy, les sidérurgistes continuent à lutter. A la Solmer à Fos, la grève dure depuis près de trois semaines. Le 2 mai, la direction a fait un premier pas vers les grévistes, en décidant de lever le lock-out qu'elle avait décrété le 10 avril. Elle espère ainsi favoriser la reprise du travail pour le vendredi 4 mai.

Mais cette décision couvre en fait le refus de prendre en compte les revendications des sidérurgistes : elle maintient les sanctions et a entamé une procédure de licenciements contre des délégués syndicaux pour l'occupation de la salle de contrôle des hauts fourneaux et elle continue de refuser les augmentations de salaires que revendiquent les travailleurs (2 % de rattrapage sur 1979 et 4 % sur 1978).

Jeudi 3 mai, à 9 heures, une assemblée générale devait se prononcer sur la réponse des travailleurs, mais il est bien peu probable, selon l'intersyndicale, que les grévistes se prononcent pour une reprise du travail dans ces conditions.

Par ailleurs, à Usinor-Longwy, la grève se développe d'heure en heure. Près de 5 000 travailleurs, sur 7 200 ne sont pas à leur poste (800 sont en chômage technique selon la direction) et l'objectif de la CGT est d'arrêter complètement le production. C'est la mutation de 12 travailleurs qui est au départ de la grève, mais c'est le problème de l'emploi dans la sidérurgie qui est au cœur de la préoccupation des grévistes. C'est en assemblée générale qu'ils vont décider de la poursuite à donner à la lutte.

A Manufrance, menacée aussi de fermeture, les travailleurs ont commencé à organiser l'occupation de l'usine et quatre d'entre eux ont entamé une grève de la faim sur la place de l'hôtel de ville à St-Etienne. En effet, depuis des mois, gouvernement et municipalité se renvoient la balle sans proposer de solution qui éviterait les licenciements.

Les travailleurs ont décidé d'occuper et d'imposer ainsi un nouveau rapport de force.

Claire MASSON

Dunkerque, Denain, Longwy, solidarité !

Journée de solidarité à Fameck, le 13 mai

Motions adressées aux sidérurgistes

Voici quelques exemples de motions transmises aux sidérurgistes à l'occasion de nos deux premières journées de solidarité (les 29 et 30 avril à Dunkerque et Denain) ou d'initiatives prises pour ces occasions.

Message adressé par le syndicat CGT inter-entreprises des intérimaires de Tricastin (Vaucluse-Drôme)

A tous les camarades sidérurgistes,

Les licenciements des sidérurgistes du Nord et de l'Est sont une attaque contre l'ensemble de la classe ouvrière. C'est pour cela que nous, intérimaires de Tricastin, qui avons réussi à imposer par la lutte (grève avec fermeture des portes de la centrale) des négociations au patronat, nous vous soutenons totalement.

Contre les licenciements, du travail pour tous !

Contre la répression, contre les atteintes aux libertés, défendons nos droits de grève et de manifestation !

Contre les boîtes de location, pour l'embauche des intérimaires !

Par l'unité de toute la classe ouvrière, tous unis nous vaincrons !

CGT-Inter-entreprises des intérimaires de Tricastin

Message adressé par la section CFDT Delattre-Levivier à Marcoule (Gard)

Les travailleurs de Delattre-Levivier sont en lutte contre les prédentus transferts de société que l'on veut imposer, qui en fait est une collusion patronale afin de supprimer les avantages acquis par la lutte ouvrière.

Les travailleurs de Delattre-Levivier comprennent et font leur votre lutte et votre détermination pour abattre le capital et ses supports politiques et nous vous disons :

Vive l'autogestion !

Vive le syndicalisme de classe et de masse !

La section syndicale

La Ciotat : des signatures de solidarité

La motion de solidarité avec les travailleurs de la sidérurgie et de la Navale, lancée par le comité de région Provence suscite de nombreuses initiatives. Au centre des chèques postaux des militants ont tenu une table et ont récolté une soixantaine de signatures, à l'aviation civile à Aix-en-Provence, un camarade a fait signer plusieurs dizaines de ses collègues de travail, dont des militants cégétistes et membre du PCF.

Aujourd'hui, à la Ciotat, nous avons sollicité les signatures des gars des chantiers. Le Mistral était contre nous et il a fallu arrimer solidement les panneaux et accrocher les motions. Mais cela n'empêche que dans le flot des travailleurs rentrant aux chantiers, nous avons rencontré sympathie et approbation pour cette initiative.

En deux mots, il faut expliquer à chacun que c'est pour les sidérurgistes, que les problèmes, les licenciements sont les mêmes qu'ici, qu'il faut faire un geste de solidarité. Au bigophone, un camarade annonce que les motions seront portées à la Solmer, à Longwy et Denain. Plus d'une fois les ouvriers nous couperons avec un *« Et comment que je signe !!! »*.

A la tribune de la journée de solidarité à Dunkerque, des ouvriers de diverses régions venus apporter leur soutien aux sidérurgistes.

Pas de compromis avec le mensonge !

Nous publions ci-dessous, l'intervention , qu'un militant aujourd'hui démissionnaire du PCF prévoyait de faire à sa conférence fédérale. Il s'agit d'Emile JAFFRE, chauffeur routier, ex-secrétaire de cellule de Guidel, ex-membre du comité de section de Ploemeur-Larmor(Morbihan)

On ne peut dire de personne qu'il a tout à fait raison ou tout à fait tort. Les points de désaccord doivent être résolus par la discussion libre. Nous publions ci-dessous la contribution qu'un militant du PCF comptait faire lors de la conférence de sa fédération. Il s'agit d'Emile Jaffré , chauffeur routier, ex-secrétaire de cellule de Guidel, ex-membre du comité de section de Ploemeur (Morbihan) dont nous publiions dans notre édition d'hier la lettre de démission du PCF. Entre la rédaction de ce texte et la démission intervinrent plusieurs événements comme l'impossibilité de s'exprimer à la conférence fédérale ou encore le détournement d'un courrier adressé à notre journal, qui, coincidence (?), devait aboutir entre les mains de la fédération du Morbihan du PCF (voir extrait d'une lettre de E. Jaffré à la fédération du Morbihan). (Note : R. Legal est un militant du PCML).

Nous avons de très larges points d'accord tant sur des questions politiques et sur l'attitude idéologique dont ce militant fait preuve sur la base d'une ferme position de classe, cependant, nous ne partageons pas toutes les appréciations formulées par ce militant. Nous ne partageons pas, en particulier — comme nos lecteurs le savent — son appréciation pessimiste sur la Chine. Cependant, il faut bien reconnaitre que l'éclatement du mouvement communiste international provoqué par la dégénérescence de l'URSS et la transformation de celle-ci en superpuissance impérialiste ont créé une situation complexe et propice à la confusion. Ce n'est que par un débat libre et ouvert que les désaccords peuvent s'aplanir et les divergences de vue faire place à l'unité de vue. Nombreux sont ceux, dans le PCF, qui soulèvent des interrogations semblables à celles de ce militant. C'est à ce titre que la publication intégrale de sa contribution nous paraît être riche d'enseignements.

Etant secrétaire de la cellule de Guidel, je tiens à préciser que mon intervention n'engage que moi bien que les questions que je vais soulever relèvent de mes désaccords avec certains points du projet de document, mes désaccords, je les ai exprimés ouvertement au sein de la cellule et auprès des dirigeants de la section et j'ai fait une contribution de 5 feuilles à *l'Huma* et à *« F.N. »* qui n'a jamais été publiée.

Il ne m'a pas été opposé d'arguments pour réfuter les miens. Il m'appartient donc ici, aujourd'hui, de continuer à m'exprimer comme m'en donnent le droit les statuts du parti.

Mon intervention portera donc sur des questions touchant à la nature d'avant-garde et révolutionnaire du parti, de sa reconnaissance en tant que tel par la classe ouvrière ; sur le socialisme existant et les conséquences qui en découlent pour la construction du socialisme en France.

Une crise grave

Qu'on le veuille ou non, il faut bien constater que notre parti traverse une crise grave qu'il est inutile de nier. Pour nous, il s'agit de comprendre les origines de cette crise, ses dimensions. Une crise qui est ressentie douloureusement par de plus en plus de camarades et qui se traduit par une forte diminution de la pratique militante car il est vrai que pour avancer il faut savoir où l'on va et avec qui l'on fera ce chemin.

Certes, il est vrai aussi que l'on peut rester toute sa vie au parti sans jamais se poser de questions et foncer tête baissée pour servir. Personnellement, j'ai toujours refusé de servir ce que je juge erroné et il en sera ainsi toute ma vie. Certes, il est facile de vivre dans le confort de l'ignorance, mais quelles en sont les conséquences ?

Il faut tirer les leçons des échecs répétitifs.

La situation dans les pays dits socialistes

Le temps est venu d'examiner les problèmes posés aux communistes français par la situation dans les pays dits socialistes, d'examiner la manière dont il convient de les poser publiquement au parti et les conséquences sur l'avenir du socialisme dans notre pays.

Devant la gravité des événements en cours qui sapent les certitudes et poussent de nombreux militants au désespoir et à quitter le parti en silence ou avec éclat, je ne peux, pour ma part, me satisfaire de l'état actuel de la réflexion dans le parti. Plus tôt ces problèmes seront posés et débattus, plus vite les militants retrouveront le chemin qu'ils ont perdu.

Aujourd'hui, pour être quitte avec nous-mêmes, quand le problème des libertés dans les pays dits « socialistes » nous est posé, il ne suffit plus de dire que cela ne nous concerne pas, que ce n'est pas ce modèle que nous voulons.

Alors, camarades, je vous invite à réfléchir : quand Lénine, Staline et Mao et tous les grands dirigeants communistes avaient entrepris de construire le socialisme, croyez-vous que c'est cela qu'ils ont voulu ? Et pourtant, les atteintes aux libertés se poursuivent, non plus de la même manière, car ce n'est plus possible, mais les libertés de l'homme ne sont pas respectées.

Dans le *Manifeste communiste*, écrit par Marx, il est dit ceci : *« A mesure qu'est abolie l'exploitation de l'homme par l'homme, est abolie également l'exploitation d'une nation par une autre. Du jour où tombe l'antagonisme de classe à l'intérieur d'une nation, tombe également l'hostilité des nations entre elles »*.

Et bien, on constate que ces prévisions se sont révélé fausses. Georges Marchais, à la Mutualité, au meeting de soutien au Vietnam, disait ceci : *« Le socialisme, c'est la fraternité. C'est la libération de l'homme, ce n'est pas l'esclavage, c'est le mieux-être, pas l'asservissement dans la dictature ; le socialisme, c'est la sécurité, pas la terreur ; c'est la vie, ce n'est pas la mort »*.

Très belles paroles en effet et fort justes, mais qui ne correspondent en rien à la réalité dans ces pays.

Le « socialisme », s'il existe, c'est aussi la guerre, c'est aussi la mort et c'est aussi la misère ; et rien d'étonnant à ce que les Français hésitent devant une telle réalité... Car enfin, camarades, quelle garantie pouvons-nous apporter ?

Trop de crimes sont aujourd'hui commis au nom du socialisme : hier la Hongrie, la Tchécoslovaquie (agression approuvée en 1968 par le Vietnam) ; aujourd'hui le Vietnam envahit le Cambodge avec l'appui des armes soviétiques sous prétexte de « chasser le régime sanguinaire de Pol Pot ». C'est ce même prétexte qui a servi à l'URSS pour occuper et « normaliser » la Tchécoslovaquie. La Chine a pénétré au Vietnam. Et tout cela au nom des principes du socialisme !

Alors, que faut-il en déduire ?

Quelle gymnastique intellectuelle faut-il employer pour expliquer que le socialisme, c'est la paix et que ces pays sont quand même socialistes ? Terrible problème de conscience en effet.

Les gens nous interrogent et ils ont raison car ils ont aussi des yeux et une conscience pour voir et juger des faits.

Et il faut dire aussi que l'*Huma* nous a très peu informés de la situation dans le Sud-Est asiatique ; nous n'avons pas eu tous les éléments pour juger des responsabilités.

Il est nécessaire de réfléchir

A mon avis, aucun de ces pays n'est socialiste et ne donne le visage de ce que devrait être le socialisme ; car nulle part ils n'ont assuré le bonheur et la liberté de l'individu qui est l'unique but du socialisme. Et c'est pour cela que je rejette la formule inacceptable de *« bilan globalement positif »* ; car il semble, et le livre *L'URSS et nous* laisse supposer, que le système soviétique repose sur l'ignorance, la corruption et le système D, la dépolitisation et un mépris des libertés individuelles.

Alors comment peut-on accepter une telle formule ? Il est nécessaire de réfléchir à cela. Ce n'est pas quelques critiques, timides dans l'*Huma*, qui me donnent satisfaction, car toute critique doit remonter aux causes.

Pour nous, il est clair qu'une remise en cause des idées reçues s'impose sous peine de ternir définitivement l'image du socialisme.

Une route qui conduit à l'impasse

Il faut bien admettre aussi que notre stratégie d'Union de la gauche avec un PS qui n'arrête pas de « virer à droite » a échoué, et pourtant, on nous demande de poursuivre une route qui, immanquablement, conduit à l'impasse. Si le PS est un parti de droite, alors il ne faut pas faire l'union avec lui, puisqu'il est chargé par la bourgeoisie de tromper les travailleurs. Donc, en faisant l'alliance avec un parti que l'on dit « traitre », nous trompons également les travailleurs et pourtant, malgré notre campagne de dénigrement systématique contre le PS, ce parti trouve le moyen de progresser aux élections, alors que nous, nous baissons dangereusement dans nos propres bastions. Faut-il en déduire que les Français sont des imbéciles ou bien que notre parti n'inspire pas confiance. Pourquoi de nombreux électeurs ne votent-ils pas communiste au deuxième tour ? Qui sont ces électeurs ? Sont-ils des capitalistes ou des prolos ? Et pourquoi se désister au deuxième tour pour un parti qui « trahit » ?

Les travailleurs décident en conscience

Pourquoi les travailleurs ne votent-ils pas pour le « parti de la classe ouvrière », un « parti révolutionnaire » ?

Les travailleurs les plus exploités se reconnaissent-ils et nous reconnaissent-ils comme parti d'avant-garde de la classe ouvrière et parti révolutionnaire ? Avons-nous le droit de décréter nous-mêmes que nous sommes un parti révolutionnaire d'avant-garde ? Ces qualificatifs ne sont pas donnés d'une manière définitive. Seule la classe ouvrière, les ouvriers et les alliés potentiels peuvent nous considérer comme tel ou ne pas nous reconnaitre en faisant ou non confiance à ce parti. Il faut aussi chercher pourquoi la polémique a repris après le 19 mars, pourquoi elle s'arrête entre deux tours de scrutin et reprend le lendemain.

Il semble que nous oublions que les électeurs choisissent en fonction de leur conscience et en fonction de ce qu'ils observent et non en fonction d'un matraquage de propagande. La pensée et l'action ne sont pas quelque chose de réservé à une « élite » de la classe ouvrière ou à quelques « brillants » intellectuels !

Où est la démocratie ?

Aujourd'hui, du fait de se trouver en désaccord avec la position officielle et majoritaire, on déduit fatalement que le camarade appelé « contestataire » a forcément tort, car minoritaire. On oublie trop souvent qu'une majorité peut se tromper... et des exemples, on peut en trouver.

Personne ne peut dire qu'il a tout à fait raison ou tout à fait tort. Les points de désaccord doivent être résolus par la discussion libre à tous les échelons ; c'est cela le centralisme démocratique ; le centralisme, c'est avant tout une centralisation des idées justes issues de discussions libres que l'on appelle démocratie.

Or, à mon avis, il ne peut y avoir un réel fonctionnement du centralisme démocratique quand de nombreux militants se sentent gênés pour s'exprimer, ou pire, quand des milliers de communistes ne lisent même pas la presse du parti, comment peut-on dire que la politique du parti soit élaborée par plus de 700 000 communistes ?

Où est la démocratie quand les « contestataires » sont isolés, quand on refuse de discuter leurs arguments ? Quand ils sont suspectés d'être des *« ennemis de la classe ouvrière »*, des *« adversaires du parti »*, des *« antisoviétiques influencés par la presse bourgeoise »* ? S'est-on interrogé pour savoir pourquoi les communistes se détachent de la presse du parti et pourquoi ils lisent la presse bourgeoise ? Poser la question, c'est y répondre. N'est-ce pas ceux qui refusent la discussion qui prolongent le règne de la bourgeoisie ? Des camarades en désaccord quittent le parti, en silence, plutôt que d'affronter une majorité qui approuve ; c'est le choix qu'ils font, ce n'est pas le mien. Et c'est vrai qu'il faut du courage pour affronter une majorité lorsque l'on sait qu'il se trouvera toujours quelqu'un pour vous expliquer, par une gymnastique d'esprit, que vous êtes à côté de la plaque et que, peut-être même, vous vous êtes trompé de parti.

Mais je pense aussi que le parti n'est la propriété de personne, pas même celle de la direction.

Reconnaitre les erreurs à temps et accepter la critique et l'autocritique est une attitude marxiste ; or, il semble, au contraire, que les critiques fondamentales soient très mal acceptées.

Le mode de fonctionnement du parti, le cloisonnement des cellules ne permettent pas une bonne communication des idées.

A mon avis, la direction fédérale devrait organiser tous les trois mois des réunions de militants ; cela n'est pas fait, pourquoi ? Ce genre de réunion permettrait une meilleure communication entre les militants et encourageait les camarades à s'exprimer sans se sentir gênés de développer des points de vue différents. Et l'on ne verrait pas les camarades déserter les réunions de cellule et de sections et finalement disparaitre.

Il ne faut pas hésiter à discuter

Personnellement, je pense qu'il ne faut pas hésiter à discuter de certaines positions même si l'on pense qu'elles sont erronées. Il faut rechercher la vérité et la dire, et là aussi je dois critiquer l'*Huma* qui a falsifié un article qui a paru dans le *Matin* du 15 mars et signé du « contestataire » communiste Konopniki. Et l'*Huma* du 17 mars, dans un article non signé, a laissé croire volontairement à ses lecteurs que l'article en question était de Perdriel, directeur du *Matin*. On peut certes, discuter des positions de Konopniki, mais pourquoi falsifier et induire les lecteurs en erreur et semer volontairement le doute. Ces pratiques, qui sont du domaine de la bourgeoisie, ne doivent, sous aucun prétexte être les nôtres. Notre combat doit être d'opposer la vérité aux mensonges, car tout pouvoir totalitaire vient uniquement du consentement à se soumettre, y compris au mensonge.

Même le pape n'est pas infaillible

Tout compromis avec le mensonge renforce le mensonge, et tout refus de se soumettre, l'affaiblit. N'avoir rien à cacher, rien à justifier ou à sauver, telle doit être l'attitude d'un communiste.

Trop souvent, nous raisonnons comme si nous détenions, nous communistes, une méthode de raisonnement infaillible ; comme naguère le clergé faisait croire aux enfants que le pape était infaillible. Aujourd'hui plus personne ne croit à l'infaillibilité du Pape, l'histoire a prouvé aussi que notre parti s'était trompé et avait reconnu ses erreurs avec beaucoup de retard, quand ceux qui avaient eu tort d'avoir raison trop tôt avaient été exclus ou avaient démissionné.

Un parti révolutionnaire a besoin que ses membres soient conscients et qu'ils n'aient pas peur de faire des critiques. Critiquer certaines positions de la direction à tous les échelons ne doit pas être considéré comme un crime de lèse-majesté. Et si les critiques sont fausses, il faut le démontrer par des arguments vérifiables.

Telle est ce que je crois et telle doit être l'attitude des marxistes, puisque notre parti s'en réclame.

Quoi qu'il arrive, il ne faut pas croire que tous les problèmes seront résolus le soir de la clôture du 23e congrès. Il ne faut pas que des camarades s'imaginent que le 23e congrès va tout régler, comme beaucoup se sont imaginés qu'il suffisait d'invoquer et de se référer au 22e congrès pour répondre à toutes les questions.

Que de fois j'ai entendu dire : *« La réponse est dans le 22e, si tu l'avais lu »* et bien, oui, je l'ai lu et je n'ai pas trouvé de réponse à toutes mes interrogations.

Il sera donc nécessaire de poursuivre le débat avec des militants conscients qui aient la volonté et le courage d'aller jusqu'au bout de leur pensée et qui réfléchissent autrement qu'avec *l'Huma* à la place du cerveau et peut-être aussi du cœur.

* Les intertitres sont de la rédaction.

« Mes relations avec des camarades appartenant à une autre organisation communiste sont connues et je ne m'en cache pas bien que je n'appartienne pas à cette organisation. Les liens avec ces camarades souvent issus du PCF sont des liens d'amitié entre travailleurs en lutte et à la recherche de la vérité.

Vous le savez et vous étiez en droit de m'exclure pour « fractionnisme » comme le précisent les statuts non seulement vous ne l'avez pas fait, mais vous m'avez laissé mes responsabilités à la cellule et au comité de section. Pourquoi ? Sans doute en respectant les statuts, il y aurait actuellement trop d'exclusions à faire au PCF et il faut plutôt retenir et c'est ainsi que tous les communistes, à l'exemple des dirigeants, violent les statuts.

Ce que je trouve ignoble aussi c'est le fait que vous puissiez être en possession d'un document qui ne vous était pas destiné. Par quel moyen êtes-vous en possession de ce document adressé à l'*Humanité rouge* par Romain Legal et posté par lui-même ? Renseignement pris, ce document m'appartenant et confié par moi-même à Romain Legal n'est jamais parvenu à sa destination initiale. »

Extrait d'une lettre adressée par E. Jaffré à la Fédération du Morbihan du PCF.

L'arrière-plan politique du 38e Congrès de la CFDT

La lutte pour le pouvoir dans le syndicat

LE congrès de la CFDT va bientôt s'ouvrir. Pour y voir clair dans l'enjeu qui s'y disputera, dans les courants qui s'y opposeront, il est nécessaire d'en voir le contexte et l'arrière-plan politique.

Un an après l'échec de l'Union de la gauche, un mois après le congrès du Parti socialiste, il n'échappera pas aux contradictions existant dans les organes dirigeants des Partis de gauche, telles qu'on a pu les observer, en particulier, au congrès du PS.

MAIRE ET SON DAUPHIN, CHEREQUE « RÉALISTES ET PRAGMATIQUES... COMME ROCARD.

Il est commun de dire que l'équipe d'Edmond Maire et Chéreque est proche du courant Rocard : leur langage « réaliste, « pragmatique » est assez semblable pour que la communauté d'idées qu'elle reflète, suggère des liens en effet étroits. Les uns et les autres affirment de la même façon que si la gauche avait gagné, « *Il aurait bien fallu gérer la crise* », ce qui d'ailleurs est parfaitement exact : la gauche au pouvoir, dans le même système soumis aux mêmes lois de profit et de concurrence, n'aurait pas eu d'autre choix que d'en faire payer, d'une manière ou d'une autre, les durs effets aux travailleurs. Des avant mars 1978, Rocard avait mis en garde contre les promesses illusoires. Maire suit le même chemin lorsqu'il dit qu'il faut avoir les pieds par terre, ne pas attendre de miracle de victoires électorales ; cela serait une bonne chose si à partir de là l'équipe Maire ne poussait pas son recentrage jusqu'à abandonner carrément le terrain de la lutte et tout miser sur des discussions, sans rapport de force, sur de « nouveaux rapports » avec les patrons.

DES PRETENDANTS SÉRIEUX : LES STRATEGES DE LA RUPTURE

Mais face à l'équipe Maire, s'exprimant à travers un amendement qui sera d'ailleurs soumis au congrès, un autre courant développe la même thèse de la « rupture avec le capitalisme » que Mitterrrand mit à l'honneur au congrès du PS. En fait de rupture avec le capitalisme, les tenants de ce point de vue dans la CFDT comme dans le PS, ne mettent derrière ce langage dur que la même perspective d'une Union de la gauche portée au gouvernement par des élections à venir. Ce courant-là, met avec vigueur l'accent sur la perspective à laquelle, certes, tous les travailleurs pourraient souscrire rompre avec le capitalisme. Il peut ainsi plus aisément faire l'économie d'aborder de façon précise la ligne d'action, aujourd'hui, contre les licenciements, contre l'offensive patronale et gouvernementale. L'amendement que supporte ce courant est présenté par la Fédération des PTT dont le dirigeant, Lebelere, n'est pas précisément réputé pour sa combativité.

Ces deux courants ne sont pas nés d'hier. Mais hier, ils étaient unis, derrière la perspective de l'Union de la gauche, tout comme l'étaient leurs équivalents dans le PS.

Aujourd'hui, c'est autre chose.

ET LA LIGNE DE CLASSE ?

Dans la CFDT, c'est le courant Rocard qui tient les rênes, à la différence du PS. Il est bien clair que ce congrès sera marqué par une lutte acharnée entre ces deux courants, l'un pour maintenir ou développer son pouvoir, l'autre pour le grignoter... ou le prendre !

Il est tout aussi clair que ni d'un côté ni de l'autre, ne se trouve la ligne de classe dont auraient besoin le syndicat, les travailleurs, en particulier dans la situation actuelle d'offensive patronale et gouvernementale.

Cette ligne de classe que pratiquent tant de sections, tant de militants ne triomphera ni par l'un, ni par l'autre. Tout au plus, la lutte entre les deux crée-t-elle des conditions dont il est possible de tirer parti pour des succès de la ligne de classe, au congrès lui-même et au-delà.

Gilles CARPENTIER

DUNKERQUE

Conférence de presse de la section CFDT «suspendue» d'Usinor

« La légitimité c'est nous »

MERCREDI 2 mai la section syndicale « suspendue » CFDT d'Usinor Dunkerque tenait une conférence de presse pour présenter à la presse la brochure qu'elle vient de publier.

Le secrétaire de la section, Claude Bernard, a rappelé les trois divergences politiques opposant la section à la fédération de la métallurgie.

D'abord en ce qui concerne le pouvoir des adhérents et des travailleurs : « *Pour nous*, explique Claude Bernard, *la recherche fondamentale de la CFDT doit être de concrétiser un pouvoir réel des travailleurs par le biais des conseils d'ateliers* ». Mais au fil des congrès, les conseils d'ateliers ont été vidés de leur contenu démocratique.

Le deuxième problème est celui du pouvoir des sections syndicales d'entreprise : « *C'est tout de même incroyable que 30 militants soient désavoués contre sept* » s'exclame le secrétaire de la section. Il faut savoir en effet que sur 800 adhérents CFDT environ à Usinor-Dunkerque, il y en a plus de 700 collectés par les délégués suspendus (le « collectif » mis en place par la fédération représente moins de 10 % des timbres sur l'usine). Après avoir saisi les livres de comptes et nommé un expert comptable assermenté pour les examiner (« *s'il veulent trouver quelque chose, ils devront l'inventer* » déclare Claude Bernard), après avoir confisqué le matériel d'imprimerie de la section, la fédération poursuit systématiquement sa politique de cassage du syndicat à Usinor. L'assemblée générale des adhérents qui devait se tenir avant la fin avril a de nouveau été reportée par la fédération (si cette assemblée générale avait lieu, les positions de la fédération et le « collectif » seraient balayées : « *La légitimité c'est nous !* » lance Claude Bernard. Les timbres sont refusés aux militants de la section, « *si bien que lorsque l'assemblée générale des adhérents aura lieu, les gars ne pourront plus rentrer car il manquera des timbres sur leur carte* ».

Comme on le devine, ces agissements soulèvent l'indignation des adhérents de l'entreprise.

La troisième divergence porte sur la ligne de la fédération qui, de fait, accepte la restructuration dans la sidérurgie et la liquidation de Denain et Longwy. « *Si à la limite on peut avoir une analyse industrielle, celle-ci ne doit pas primer sur notre démarche ; on n'a pas à proposer de solution aux patrons pour résoudre leur crise. On ne peut avoir qu'une orientation : non aux fermetures ! Non aux licenciements !* » déclare le secrétaire de la section et il ajoute : « *La politique de négociation à tout prix suivie par la fédération conduit pour finir à négocier des licenciements* ».

La section suspendue est calomniée par la fédération, par les canaux du syndicat mais n'a pas le droit de répondre à ces attaques. Lorsque les militants d'Usinor-Dunkerque cherchent à s'expliquer hors du syndicat, on leur dit : « *Vous vous excluez du syndicat !* ». De fait, la fédération a besoin de sections syndicales aux ordres et sa politique de liquidation de sections qui refusent la ligne confédérale ne peut s'accomplir qu'avec l'approbation ou le silence complice des médias.

C'est pourquoi il faut s'attacher à faire éclater la vérité sur la dissolution de fait de la section CFDT d'Usinor-Dunkerque. D'ores et déjà, lors de la première journée ouvrière de solidarité organisée à Dunkerque le 29 avril par le PCML et depuis lors, la section a reçu de nombreux témoignages de soutien de la part d'autres sections et de militants des quatre coins de la France. Ce mouvement ne fait que s'amplifier : « *On est abreuvé de lettres, de coups de téléphone, de partout de toute la France. Il y a une grande demande d'information* » déclare Claude Bernard.

Rémi DAINVILLE

Pour se procurer la brochure de la section suspendue intitulée : « *1979, l'Etat applique son plan sidérurgie : restructuration, licenciements... En pleine grève à Usinor-Dunkerque, la section CFDT est suspendue* », on peut la commander à :
SURAY Pierre
8, rue Rigaud
appartement 60
59760 Grande-Synthe
Le soutien financier est à envoyer à :
Michel GARDYN
66, rue Victor Hugo
59760 Grande-Synthe

Fin de la visite des syndicats soviétiques en France

Il y a toujours de l'eau dans le gaz

UNE délégation des syndicats soviétiques vient de séjourner en France du 20 au 27 avril, à l'invitation de la CGT. Voici ce que précise le communiqué commun publié à l'issue de cette visite.

« *Les discussions ont fait apparaître de nombreux points de convergence et des possibilités d'actions communes pour l'expression de la solidarité internationale. Elles ont évoqué également les différences de points de vue et les divergences qui existent entre les deux organisations* ».

Qu'il soit fait ainsi publiquement mention de divergences entre les dirigeants de la CGT et ceux des syndicats soviétiques, n'est pas nouveau. Déjà, Séguy, lors du rassemblement de septembre à la Porte de Pantin, déclarait en parlant de l'invasion de la Tchécoslovaquie : « *Nous continuons à penser que cette intervention était injustifiable et qu'elle fut et reste gravement préjudiciable au mouvement ouvrier international. Depuis lors, les différences d'analyses entre centrales syndicales affiliées à la FSM se sont approfondies, à tel point qu'elles sont devenues des divergences* ».

Et plus loin, il ajoutait : « *Notre attitude critique de certains aspects de la réalité des pays socialistes, qui ne nous conduit pas à perdre de vue les côtés positifs et les succès qu'ils remportent...* ».

Ce qui est intéressant, c'est la façon dont *L'Humanité* a rendu compte de la visite : après avoir fait un gros article pour annoncer cette venue, ce fut ensuite le silence pendant les sept jours de la visite et lors du départ, *l'Humanité* du 2 mai, fait le bilan des discussions par la petite phrase que nous avons reproduite ci-dessus, petite phrase noyée au milieu de la page 9.

Or, les dirigeants de la CGT avaient appuyé à fond l'invasion du Kampuchea par les Soviéto-vietnamiens.

Mais en regardant entre les lignes, ce communiqué de fin de visite montre bien qu'il y a toujours de l'eau dans le gaz...

Cela ne peut qu'être réjouissant pour tous ceux qui ont à cœur un véritable internationalisme prolétarien et, en particulier, le soutien aux ouvriers et peuples d'URSS durement réprimés aujourd'hui par l'intermédiaire de ces mêmes syndicats officiels qui sont venus discuter avec la CGT.

40 millions pour fin juin

Des lecteurs nous écrivent

Suite à l'appel à la souscription permanente lancée dans le quotidien et surtout suite à l'article de Jean Quercy précisant le problème, nous nous sommes mis d'accord à trois, dont un vieux paysan, deux jeunes (l'un ouvrier, l'autre employé SNCF), dans notre commune rurale pour verser chaque mois et ce, à compter de mars, la somme de 30 F. En fait, pour les deux mois passés, nous versons 200 F.

Liste de souscription

TOTAL PRÉCÉDENT	57 368,25 F
Souscription Annecy	500 F
Supplément à réabonnement J. JCL - Isère	25 F
Supplément à réabonnement Bimensuel DM St-Brieuc	12 F
Souscription M.L. - Toulouse	300 F
Supplément à réabonnement quotidien et bimensuel MP - Nantes	92 F
CPR Loire-Océan	40 F
Supplément à réabonnement au quotidien DG - Vannes	20 F
Soutien au quotidien au service des travailleurs - Bayonne	100 F
Des camarades cellule du PCML L. Michel - Lyon	158,50 F
Des camarades, cellule du PCML L. Michel - Lyon	289 F
Un sympathisant suisse	100 F
Supplément à réabonnement aux quotidien et bimensuel HA - Maurepois	75 F
Trois camarades de Brest	1 940 F
Supplément à réabonnement au quotidien F.F. - Montpellier	60 F
" " M. Isère	120 F
" " HR et Odu P. DB - Lille	100 F
" " aux quotidien et bimensuel - Lille	70 F
" " au quotidien CCI - Concarneau	20 F
Cellule du PCML Mao Dzedong - Nord	500 F
De la part de la famille du camarade Arthur Chave - Vaucluse	100 F
Des camarades - Corbeil	120 F
Les marxistes-léninistes de Tréfimétaux - Brétigny	52 F
Souscription au cours d'une réunion de camarades	12,50 F
Supplément à réabonnement aux quotidien et bimensuel BF - BUC	70 F
NOUVEAU TOTAL au 30 avril 1979	62 244,25 F

ECHOS *des entreprises et quartiers*

Succursale Renault de Montpellier

La grève contre les injustices

De notre correspondante Languedoc-Roussillon.

LES ouvriers de la succursale de Renault de Montpellier (les succursales contrairement aux agences ne sont pas privées et dépendent de la Régie), font grève une ou deux heures par jour depuis un mois, au moment où il y a le plus de travail. Dans un tract de la section CGT, ils expliquent : *« Quelle est la situation actuelle au niveau de notre succursale de Montpellier ?*

Un climat détestable et répressif se développe chaque jour. Les avertissements tombent régulièrement, les salaires individuels et les promotions sont quasiment bloqués, les conditions de travail sont déplorables ainsi que l'outillage ; on veut instituer un règlement intérieur et des primes de présence qui nous ramènent à l'époque des serfs et des seigneurs. Les réunions avec les directions locales ou nationales n'apportent plus rien si ce n'est que des balivernes et du baratin sans fin.

A côté de tout cela, nous connaissons de plus en plus la situation difficile des travailleurs qui n'arrivent plus à joindre les deux bouts.

Beaucoup d'entre vous viennent nous voir et nous posent la question suivante : « Où va-t-on ? »

Les travailleurs que nous sommes ne peuvent subir éternellement de telles injustices... »

Et en plus, à Montpellier, les ouvriers de la succursale sont payés de 100 à 150 F de moins par mois qu'à Marseille, Toulouse, Cannes, etc. pour le même travail. Mais bien sûr, le patron facture au client le même prix partout !

Devant ces brimades, ces injustices, ces inégalités, nous soutenons la lutte des ouvriers de Renault.

Bordeaux, construction du parking souterrain de la Place de la République

Un chantier de l'entreprise Bouygues en grève

Correspondance de Bordeaux

LUNDI 23 avril, il pleut averse tout l'après-midi. Deux semaines que les travailleurs bossent trempés. Auparavant par ce temps, l'action des ouvriers et du chef de chantier donnaient droit aux « intempéries ». Mais Bouygues est pressé. La première tranche de construction doit être terminée courant mai. Les intempéries, Bouygues ne connait pas ; alors, tant pis, sous la pluie battante, les gars devront bosser... Les travailleurs ne veulent pas d'un tel esclavage et se mettent en grève à 100 %.

Ils sont une vingtaine, Français et immigrés. 90 % sont syndiqués à la CGT. Ils réclament des accords d'entreprise fixant les conditions des arrêts de travail, le remboursement à 100 % des heures perdues dès la première heure. A la revendication sur le chômage intempérie s'en ajoutent ensuite d'autres : augmentation des salaires, valeur du point à 17 francs, fixant un salaire horaire à 19,54 francs pour l'OHQ. L'application de l'accord du 30 novembre 1972 sur les classifications, etc.

A l'heure actuelle, les travailleurs du chantier, unis et décidés, tentent de généraliser la grève aux trois autres chantiers Bouygues de l'agglomération bordelaise. Les premières collectes ont démarré. Au coude à coude, ils gagneront. Ils ont déjà l'expérience d'une telle grève sur les chantiers de l'UAP et n'ont pas l'intention de se laisser faire. La SOCAE, en décembre avec la victoire sur les primes de déplacement, Brau-et-St-Louis ces derniers temps avec la réintégration de 15 délégués mis à pied, Bouygues aujourd'hui : décidément, les directions patronales du bâtiment vivent un sale temps... A l'heure où nous envoyons cet article la direction n'a pas encore accepté de négocier.

CEN Saclay (Essonne)

Grève à la cantine n°3 (Société hôtelière de restauration)

Correspondant.

AU centre d'Etudes nucléaires de Saclay, les travailleurs (en majorité des femmes) de la cantine No 3 (SHR) ont engagé la lutte pour des augmentations de salaire. Unies derrière leur section, elles demandent : 2 600 F par mois (actuellement, une femme de service touche 1 950 F net) et le 13e mois.

Du mardi 24 au vendredi 27 avril, elles ont fait grève une heure ou une heure et demie à l'heure du repas, ce qui coûte très cher au patron.

La direction SHR refuse de céder et le vendredi 27, elle a fait fermer complètement le restaurant à l'heure du repas.

Les travailleuses sont déterminées à poursuivre la lutte cette semaine.

AIX-EN-PROVENCE

Les taximètres sortent au ralenti

De notre correspondant

LA société ATA (automatismes et techniques avancées) située à Aix-en-Provence emploie 15 personnes. Elle fabrique et fournit à l'échelon national les taximètres électroniques en remplacement des compteurs mécaniques actuellement en service.

Elle prétexte aujourd'hui de difficultés économiques et d'une restructuration liée à la concurrence étrangère pour licencier quatre travailleurs.

Personne dans l'entreprise n'est dupe des raisons invoquées par la direction, vu que le marché français lui est réservé.

Ces licenciements ne sont en fait que la conséquence directe d'une réunion de l'ensemble du personnel de fabrication motivée par le *non* catégorique de la direction face à une demande d'augmentation.

Face à ces mesures qu visaient les plus combatifs d'entre eux, l'ensemble du personnel a fait grève à plusieurs reprises et a ralenti la production.

Hervé DASTAR

Communiqué des travailleurs de l'ATA

« Nous constatons une fois de plus que le patronat utilise tous les moyens de répression pour supprimer toute tentative d'organisation des travailleurs.

Il profite d'une situation dure (le chômage) pour imposer des cadences de plus en plus intensives... Il revient même sur les acquis des travailleurs tels que les 40 heures et les heures supplémentaires payées.

Nous pensons que notre combat n'est pas à dissocier des luttes des travailleurs de la Solmer et d'autres entreprises.

Il est nécessaire que les travailleurs prennent conscience qu'il faut faire bloc pour créer un rapport de force face à des menaces de tous ordres, car il est bien évident que le seul moyen de faire reculer le patronat c'est de bloquer la production pour obtenir nos revendications ».

L'ensemble du personnel

RAYMOND-BOUTONS (GRENOBLE)

Grève pour les salaires

PLUSIEURS luttes ont eu lieu ces temps derniers à Raymond-Boutons, usine de la métallurgie à Grenoble. Ces luttes, menées dans de petits ateliers sur des problèmes particuliers, ont été couronnées de succès : ainsi vingt ouvrières d'un atelier ont obtenu 50 à 100 F d'augmentation ; des manutentionnaires ont obtenu la nouvelle classification qu'ils réclamaient depuis très longtemps.

C'est maintenant l'atelier principal (AOH) qui s'est à son tour mis en grève depuis maintenant plus d'une semaine. La réunion de vendredi n'a rien donné ; l'enjeu est cette fois plus grand : 150 F pour tous, les quarante heures tout de suite (il est prévu d'y venir en plusieurs temps) ; une grille de salaires, etc.

La grève, menée dans l'unité CGT-CFDT, s'est renforcée depuis le début (d'autres ateliers s'y mettent).

Le patron peut payer : il a annoncé 70 millions de bénéfices en 1978 !

De plus, il y a un bon carnet de commandes pour deux mois et demi.

Les travailleurs sont déterminés. C'est une affaire à suivre.

Hôpital d'Issoudun dans l'Indre

Toujours le manque d'effectifs !

Issoudun, de notre correspondant.

LES récentes mesures ministérielles ont pour conséquence une diminution importante des crédits de financements des auxiliaires de près de 50 %. Pour quelque deux cents agents titulaires, on tournait avec plus de vingt auxiliaires pour les remplacements : congés annuels, maladie, maternité.

Pour 1979, le budget n'en prévoit plus que douze au maximum pendant les vacances d'été. Ce qui fait que les congés annuels et maladie de courte durée ne seront pas remplacés et cela sous le prétexte de création de quinze postes. Les syndicats — CFDT — en demandaient plus de cent et le conseil d'administration soixante !

Or, il ne s'agit pas d'une réelle création de postes puisqu'ils sont déjà occupés par des auxiliaires et que ces auxiliaires seront titularisés.

Les syndicats et les travailleurs continuent d'exiger autant de crédits pour les auxiliaires qu'par le passé, même s'ils sont conscients que la revendication finale reste la titularisation de tous ces auxiliaires par des créations importantes de nouveaux postes.

Mais à l'hôpital d'Issoudun comme dans tous les hôpitaux se pose le problème des moyens d'action efficace. En effet, tout dépôt de préavis de grève entraine des réquisitions, ce qui de fait annule le droit de grève.

Un débrayage de cinq minutes entraine la perte de toute la journée de travail ! Seule la grève administrative reste une arme quelque peu efficace à condition que les administratifs soient solidaires des soignants.

Actuellement on semble se diriger vers des actions en direction de la population. En effet cela semble logique que les usagers soient informés.

De plus, les directions de tutelle, l'expérience nous l'a montré, répugnent à ce que les problèmes internes soient déballés sur la place publique.

BLOC-NOTES

APPEL DE L'ADMINISTRATION

En raison des faibles versements qui nous sont parvenus aux mois de février, mars et avril et des échéances auxquelles nous avons à faire face, nous lançons un appel pressant aux camarades des régions et sections pour qu'ils nous fassent parvenir leurs règlements le plus vite possible.

FOYER SONACOTRA D'ÉTAMPES (Essonnes). Journée porte-ouverte, le 5 mai.

Le foyer Sonacotra d'Étampes est en grève depuis trois ans. Après trois convocations au tribunal, la réponse sur la décision d'expulsion doit être connue le 17 mai.

Au programme de la journée portes-ouvertes, visite du foyer, forum, discussions, musique folklorique immigrée, couscous de l'amitié.

Le comité de résidents a appelé les syndicats, les associations, les partis à venir participer à cette journée.

Le foyer se trouve au bout du boulevard St-Michel à Étampes.

MARSEILLE

Le No 2 du journal « *Camarades* » est arrivé. Les jeunes marxistes-léninistes de la région peuvent passer le prendre aux heures de permanence, mercredi de 15 heures à 18 heures, samedi de 9 heures à 12 heures, au 26, Boulevard des Dames, 1er étage à droite, Marseille 2e.

BORDEAUX
Fête-Forum sur la liberté d'expression, sur la culture et l'argent.

Cette fête est organisée par l'Association pour la défense et l'extension des libertés (21, rue Lalande, Bordeaux-33 000. Tel : 91 87 16), le samedi 12 mai à la salle Jean Lurçat à Begles.

Présence du théâtre de l'*Héliotrope*, des *Tafurs*, du groupe *Urria*, etc. Une fête des enfants aura lieu de 14 à 18 heures.

9e *RENCONTRES THÉATRALES* A SEVRES

Soixante spectacles du 26 mai au 4 juin 1979. Organisés par l'association « *Rencontres théâtrales* ». Renseignements : Tel : 605 35 11 ou 626 56 10.

PREMIER FESTIVAL DU CINÉMA DU TIERS MONDE

Ce festival se déroule jusqu'au 7 mai au cinéma *Bonaparte*, 76, rue Bonaparte, Métro Saint-Sulpice (Paris). Téléphoner avant la séance au 326 12 12.

Pour commander cette brochure, écrivez au journal.

Pour adhérer au PCML ou rencontrer ses militants :

Retourner ce bulletin à l'*Humanité rouge*, boite postale 61 – Paris Cédex 18.

NOM. . . . . Prénom. . . . . .
Profession . . . . . .
Adresse complète . . . . . .

l'humanité rouge

Directeur politique : Jacques Jurquet
Rédacteur en chef : Jean Quercy
Chefs de rubrique : Intérieur : Claude Buisson
Front ouvrier : Gilles Carpentier - International : Annie Brunel
L'Humanité rouge - Pour toute correspondance :
BP : 61 75861 Paris cédex 18
CCP : 30 226-72 D La Source
Tel : 205-51-10

Directeur de publication : André Druesne
Commission paritaire No 57 952
Distribution NMPP
Imprimerie La Nouvelle
Dépôt légal 2eme trimestre 1979

TABLE RONDE AVEC DES EMPLOYES DE LA SNCF

Reprendre confiance en nous-mêmes, en notre force considérable

Fin mars, une table ronde de discussion sur les problèmes cheminots s'est tenue dans la région de Fos. A l'initiative de l'Humanité rouge, elle a réuni autour du correspondant local, cinq cheminots, Yves, Simon, Alain, Jean-Pierre et René de différentes gares de la région. Certains sont militants syndicalistes CGTou CFDT et d'autres non-syndiqués.

La première partie de cette discussion a été publiée dans notre édition du vendredi 27 avril (No 1081). Voici la deuxième qui concerne les conséquences des restructurations pour les cheminots.

HR : *Cette restructuration se fait, nous l'avons vu, à l'encontre des intérêts des petits usagers. Et pour les cheminots ?*

PLUS QUE DANS LA SIDERURGIE !

SIMON : Ce dont il faut parler en premier, ce sont les effectifs : d'ici 1982, il est prévu de faire disparaître 30 000 cheminots.

Pour cela, les patrons ont en gros trois moyens : les fermetures de lignes, la modernisation, l'abandon de secteurs entiers à des filiales.

Cette diminution d'effectifs a lieu au compte-goutte la plupart du temps. A chaque comité mixte, on apprend : moins un agent, moins deux, moins quatre dans telle ou telle gare, tel ou tel service... à force, ça fait du monde.

ALAIN : Des expériences comme celle du Mans, ou celle en 1976, de supprimer l'aide-mécanicien pour le remplacer par un agent PTT à Rouen. Sotteville, expérience contre-carrée par les cheminots mais qui est mise au tiroir, ça fait du monde en moins. Et les développements de l'informatique, ça va faire très mal : dans les triages, la SNCF envisage de faire des débranchements par ordinateurs, il en est de même de la conduite des locotracteurs. Il est prévu des ordinateurs type GRETA : un seul de ces appareils peut remplir les tâches de secrétariat pour 4 000 agents ! Et ce n'est pas tout ce qu'il peut faire ! Le réseau informatique sera entièrement bouleversé d'ici 1985 et la taxe se fera également par ordinateur...

SIMON : Il n'y a pas que l'informatique. La modernisation s'ingère partout ; à Miramas, il y avait deux équipes de graisseurs : parce que la qualité de la graisse est devenue bien meilleure (soi-disant), on ne graisse plus les aiguilles et appareils de voie tous les jours, mais tous les deux jours, résultat : une équipe de graisseurs en moins.

RENE : En même temps que les effectifs diminuent, les conditions de travail empirent ; il y a multiplication des tâches : ainsi, les visiteurs, chargés dans les gares du bon état de marche des wagons, sont supprimés un peu partout ; ce travail est donné à d'autres : c'est une tâche en plus pour ceux-ci ; sans compter qu'ils n'ont pas ou ont une formation très sommaire. La sécurité se trouve engagée. Sans compter que leur salaire, lui, ne bouge pas pour cela. On peut multiplier les exemples...

HR : *Devant ces attaques, les cheminots ne restent pas inactifs ?*

RENE : Non. Il y a de nombreuses luttes locales, parfois victorieuses pour le maintien d'un poste par exemple, mais depuis 1971, il n'y a pas eu de riposte d'ensemble et d'envergure aux graves attaques patronales.

YVES : Il y a de nombreux syndicats : 7. C'est un facteur de division.

RENE : Oui, mais deux de ces syndicats, CGT, CFDT ont une audience à eux seuls bien supérieure à tous les autres.

JEAN-PIERRE : C'est une question d'actualité : le 7 mars dernier, lorsque j'ai vu l'insistance avec laquelle on précisait que tous les syndicats appelaient à l'action, j'ai su tout de suite que le mouvement n'irait pas loin : lorsqu'on fait l'unité avec des dirigeants qui ont toujours trahi et saboté (1) les mouvements, on doit s'y attendre.

Ce qui importe c'est l'unité à la base...

RENE : Mais il y a d'autres problèmes : la façon dont s'est fait la reprise en 1968, la signature quelques jours plus tard, de l'accord-cadre par toutes les directions syndicales, la façon dont s'est fait la reprise en 1971, la grève sabotée de mars 1976...

Il y a bel et bien une coupure entre la base des cheminots, même des syndiqués, avec certains dirigeants.

L'automatisation et l'introduction de l'informatique suppriment des milliers d'emplois à la SNCF.

LA NECESSITE DE SE SYNDIQUER

JEAN-PIERRE : Mais alors, à quoi sert de militer dans un syndicat ? On peut être non-syndiqué, en dehors, et rester mobilisé...

ALAIN : C'est vrai. Mais l'organisation syndicale est l'organisation première dans l'entreprise ; elle est le moyen de lutter. Laisser le syndicat, c'est laisser la main libre au patron. Et aussi aux dirigeants syndicaux qui peuvent alors appliquer comme ils veulent leur politique qui est de plus en plus celle de la collaboration de classe. Il n'y a qu'à voir la place privilégiée qu'ils font à la négociation par rapport à l'action.

SIMON : La grève d'avril 1978 à Miramas est à ce sujet digne d'enseignements : nous nous sommes appuyés sur les travailleurs, leur mécontentement et leurs revendications ; nous les avons pris en compte, ainsi que leur volonté de lutte et ce, sans regarder leur appartenance syndicale ou s'ils n'étaient pas syndiqués. Ainsi, nous avons pu être moteur dans l'action et entraîner ceux qui s'opposaient à la grève, ceux qui ont continuellement mis des freins à la lutte. Au troisième jour de grève, ils déclaraient encore : « Nous avons fait grève pour négocier », et appelaient à la reprise avant la négociation...

YVES : Ah ça ! On ne fait pas grève pour négocier, mais pour obtenir satisfaction aux revendications !

SIMON : Pour revenir au 7 mars dernier, ce que les gars n'ont pas compris, c'est que le feu vert ayant été donné par le conseil d'administration pour la signature du contrat — qui est la concrétisation de tous les méfaits contre les cheminots — le travail ait repris gentiment le lendemain comme si de rien n'était...

JEAN-PIERRE : Ça ne m'a pas étonné...

RENE : C'est vrai. Il faut s'en tenir à la réalité. Nous ne pouvons pas à nous seuls faire changer le cours des choses...

FAIRE MARCHER SA TETE

Il y a un travail à mener d'explication, de mobilisation, d'éducation politique et quand je dis « politique », ce n'est pas au sens « politique politicienne » mais apprendre ensemble à devenir majeur, exprimer ses idées, à ne plus suivre simplement et béatement.

ALAIN : Oui. Nous avons, l'ensemble des cheminots, une lutte de masse à mener, à reprendre confiance en nous-mêmes, en notre force considérable si nous savons l'utiliser. La désyndicalisation qui a cours en ce moment est une très mauvaise chose.

HR : *Quelles perspectives avez-vous ?*

ALAIN : Bien, les perspectives, elles sont là : expliquer, convaincre, unir, lutter.

JEAN-PIERRE : C'est pas facile.

ALAIN : Non, mais dans l'immédiat, on peut penser à nous informer, voir ce qui se passe ailleurs que chez nous : tiens, par exemple aujourd'hui à Bordeaux et Toulouse ils sont en grève — qui le sait — qui sait pourquoi ? Et aussi coordonner les actions, agir ensemble...

(1) Il s'agit des dirigeants de syndicats acoquinés pour la plupart du temps avec les dirigeants de la SNCF.